

arrêté n° 2017-00633

autorisant les officiers de police judiciaire à procéder à des contrôles d'identité,
à l'inspection visuelle et la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules le samedi 3
juin 2017 dans certains quartiers de Paris

Le préfet de police,

Vu le code pénal ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 78-2 et 78-2-2 ;

Vu code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-2 ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 modifiée relative à l'état d'urgence, notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2016-1767 du 19 décembre 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 70 et 72 ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 relatif à l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le message électronique transmis le 11 mai 2017 aux services de la direction de l'ordre public et de la circulation par lequel la déclarante informe son intention d'organiser une manifestation commémorant le 4^{ème} anniversaire de la mort de Clément MERIC le samedi 3 juin 2017 avec un rassemblement à partir de 11h00 place de la République et un départ du cortège à 17h00 et une arrivée place Martin Nadaud avec une dispersion à 20h00 ;

Considérant que, en application de l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée, dans les zones fixées par décret où l'état d'urgence reçoit application, le préfet peut autoriser, par décision motivée, les officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ; que la décision du préfet désigne les lieux concernés, qui doivent être précisément définis, ainsi que la durée de l'autorisation, qui ne peut excéder vingt-quatre heures ; que les trois derniers alinéas du II et les deux derniers alinéas du III de l'article 78-2-2 du même code sont applicables ;

Considérant que, en raison de la prégnance et du niveau élevé de la menace terroriste, le parlement a, sur proposition du gouvernement, prorogé pour une cinquième fois le régime de l'état d'urgence jusqu'au 15 juillet 2017 ;

Considérant que, à la suite de l'attentat meurtrier qui s'est produit le 22 mai 2017 dans une salle de spectacle à Manchester, le ministre de l'intérieur a décidé de renforcer les mesures de sécurité autour des lieux où sont organisés des événements rassemblant un important public ;

Considérant l'organisation à Paris des Internationaux de France de tennis 2017 au stade Roland GARROS, du 22 mai au 11 juin 2017 ;

Considérant, enfin, que la manifestation déclarée le 11 mai 2017 en hommage à la mort de Clément MERIC présente des risques de troubles à l'ordre public, comme se fut le cas l'an dernier, qui avait été marquée, dès le début de la manifestation, par de très violents affrontements avec les forces de Police et de nombreuses dégradations commises quai de Valmy (10ème), entraînant l'intervention de ces dernières et obligeant les autorités à stopper le cortège et annuler l'événement ; que, à cet égard, le Groupe Union Défense appelle à se rassembler le même jour, à partir de 14 h 00, au parc Cambronne (Paris 15ème) ;

Considérant les risques liés à ces rassemblements ;

Vu l'urgence,

arrête

Article 1^{er}

Le 3 juin 2017, à compter de 11h00 et jusqu'à 01h00 le lendemain, les officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints sont autorisés à contrôler l'identité de toute personne, quel que soit son comportement, selon les modalités prévues au premier alinéa de l'article 78-2 code de procédure pénale, et à l'inspection visuelle et la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public :

1) salles de spectacles

- dans un rayon de 500 mètres autour des salles de spectacle accueillant un public de plus de 1 000 personnes ;

2) dans le périmètre autour du stade Roland GARROS (16^{ème} arrondissement de Paris) délimité par les voies suivantes :

- du carrefour des Anciens Combattants, en suivant l'axe de l'avenue de la porte d'Auteuil, celui de la place de la porte d'Auteuil, jusqu'au boulevard Exelmans ;
- du boulevard Exelmans à la rue Molitor ;
- de la rue Molitor, en suivant l'axe de la place de la porte Molitor, celui du boulevard d'Auteuil, jusqu'au carrefour des Anciens Combattants.

3) dans le périmètre correspondant au trajet de la manifestation relative à la commémoration du 4^{ème} anniversaire de la mort de Clément MERIC, délimité par les voies suivantes :

- rue Yves Toudic ;
- avenue de la république ;
- rue Jean Pierre Timbaud ;

- boulevard du Temple ;
- rue Charlot ;
- rue Perrée ;
- rue des Fontaines du temple ;
- rue Volta ;
- rue Meslay ;
- passage Meslay ;
- rue de Lancry ;
- rue Oberkampf ;
- rue de Ménilmontant ;
- rue des Pyrénées ;
- dans un rayon de 500 mètres autour de la place Gambetta.

4) parc Cambronne (15^{ème} arrondissement de Paris)

- dans un rayon de 1000 mètres autour du parc Cambronne, situé dans le 15^{ème} arrondissement de Paris.

Article 2

Le préfet, directeur du cabinet, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, le directeur de la police judiciaire, le directeur de l'ordre public et de la circulation et le directeur du renseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de police, affiché aux portes de la préfecture de police, communiqué au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris et consultable sur le site de la préfecture de police.

Fait à Paris, le **- 2 JUIN 2017**

Le Préfet de Police,

Pour le Préfet de Police
Le Préfet, Directeur du Cabinet



Patrice LATRON

